

temporaire. Et pourtant, à long terme, ce serait désastreux pour l'Occident d'avoir l'air de faire de Saddam Hussein un martyr.

Si, en appliquant à la lettre toute une série d'autres pressions, la collectivité internationale ne parvient pas à son objectif idéal, à savoir instaurer un nouveau régime à Bagdad, il faudra au moins qu'elle continue indéfiniment d'appliquer scrupuleusement un embargo sur les ventes d'armements à l'Irak et qu'elle mette sur pied une puissante alliance régionale de sécurité collective.

Les actions canadiennes et l'ONU

Certains Canadiens et Canadiennes prétendent que notre contribution à l'opération internationale actuelle dans le Golfe favorise l'affrontement plutôt que la conciliation et qu'à ce titre, elle rompt dangereusement avec notre tradition de champions du maintien de la paix. Les deux arguments sont valables, mais ils ne prennent pas en compte l'importance de ce tournant historique. Les opérations de maintien de la paix, pour méritoires et honorables qu'elles aient été, n'ont jamais été qu'un pis-aller pour les Nations Unies, une façon de garantir une trêve, généralement après une agression et une guerre. La solution des opérations de maintien de la paix n'a même pas été envisagée par les fondateurs de l'ONU; c'est Lester B. Pearson et d'autres qui ont dû l'inventer à l'époque de la crise de Suez pour «geler» un conflit que l'on n'avait pu ni éviter ni contenir.

À la faveur de la fin de la Guerre froide, et pressée par une crise importante, la collectivité internationale est en train de procéder à tâtons pour essayer de faire jouer à l'ONU ses rôles essentiels : prévenir les conflits et faire respecter le droit international. Si elle réussit à ces égards, le recours au maintien de la paix sera désormais inutile. Dans la mesure où il s'est toujours distingué avec ses Casques bleus et maintenant qu'il siège au Conseil de sécurité, le Canada n'aurait pas pu se confiner à un rôle passif, à un moment où l'Organisation mondiale était en mesure, pour la première fois, de faire son travail, tout son travail. Il faudra ensuite penser à «institutionnaliser» ce nouveau mécanisme de paix onusien, régler le problème de l'aliénation des pays arabes et du tiers-monde et, enfin, dissiper la menace du commerce mondial des armements.